

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Prestations de gardiennage, d'assistance à personnes  
et de sécurité incendie du secteur santé de  
l'Université Grenoble Alpes**

---

N° du CCAP : 25FSM047

**Université Grenoble Alpes**  
DGD PAT  
141 rue de la piscine  
38400 Saint Martin d'Hères

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....                  | 3  |
| 1.1 - Objet du contrat.....                                  | 3  |
| 1.2 - Décomposition du contrat.....                          | 3  |
| 1.3 - Type d'accord-cadre.....                               | 3  |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....     | 4  |
| 2 - Pièces contractuelles .....                              | 4  |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....              | 4  |
| 4 - Protection des données à caractère personnel .....       | 5  |
| 5 - Durée et délais d'exécution.....                         | 5  |
| 5.1 - Durée du contrat .....                                 | 5  |
| 5.2 - Reconduction.....                                      | 5  |
| 6 - Prix.....  | 6  |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....              | 6  |
| 6.2 - Modalités de variation des prix.....                   | 6  |
| 7 - Garanties Financières.....                               | 6  |
| 8 - Avance.....  | 6  |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....       | 7  |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance.....                 | 7  |
| 9 - Modalités de règlement des comptes.....                  | 7  |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....         | 7  |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement .....            | 7  |
| 9.3 - Délai global de paiement .....                         | 8  |
| 9.4 - Paiement des cotraitants.....                          | 8  |
| 9.5 - Paiement des sous-traitants .....                      | 8  |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations.....             | 9  |
| 11 - Développement durable.....                              | 11 |
| 12 - Garantie des prestations.....                           | 12 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle ..... | 12 |
| 14 - Pénalités .....   | 12 |
| 14.1 - Pénalités de retard .....                             | 12 |
| 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....                 | 12 |
| 14.3 - Pénalités diverses.....                               | 12 |
| 15 - Assurances.....   | 13 |
| 16 - Résiliation du contrat.....                             | 14 |
| 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....     | 14 |
| 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....          | 14 |
| 17 - Règlement des litiges et langues .....                  | 14 |
| 18 - Reprise de personnel.....                               | 14 |
| 19 - Dérogations .....                                       | 15 |

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Prestations de gardiennage, d'assistance à personnes et de sécurité incendie du secteur santé de l'Université Grenoble Alpes

### Contexte

L'UGA site santé regroupe, sur la commune de la Tronche, 9 bâtiments (enseignement, recherche, pépinière d'entreprises, laboratoires et restaurants : bâtiment Jean Roget, bâtiment administratif, bâtiment Boucherle, bâtiment Lemarchands, Bibliothèque Universitaire de Médecine et de Pharmacie, Biopolis, bâtiment Albert Bonniot (IAB), Grenoble Institut des Neurosciences (GIN), bâtiment CRESI (centre de recherche en santé intégrée) répartis sur plus de 3 hectares ouverts.

Ce domaine est desservi par une ligne de tramway et fréquenté par environ 3500 personnes par jour comprenant à la fois enseignants, chercheurs, étudiants, personnels administratifs et techniques. Cette fréquentation élargie entraîne une occupation du lieu constante, de jour comme de nuit, tout au long de l'année.

La grande accessibilité des lieux et leur faible occupation de nuit, la présence d'une quantité importante de matériels et d'équipements scientifiques, sont autant de paramètres pouvant permettre de qualifier ce territoire de « sensible ».

En étroite synergie avec les services de police, la contribution d'une société de surveillance à une mission de gardiennage et de prestations de sécurité incendie, assistance à personnes est fondamentale afin d'assurer la tranquillité publique et de préserver l'image de marque de l'université. Elle est indispensable au bon exercice d'une mission de service public d'enseignement et de recherche telle qu'attendue.

Le présent marché vise à doter l'UGA site santé des moyens nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité de l'ensemble de structures dont ils ont la charge. Les besoins consistent à doter le site santé d'un SSIAP principalement chargé de la surveillance du SSI du bâtiment Jean Roget, ainsi que des ouvertures et fermetures des sites. L'UGA site santé pourra également bénéficier, dans le cadre de commandes ponctuelles, d'un APS, chargé de la surveillance des installations, des bâtiments, des parkings et des fermetures des sites.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution sont précisés à l'article 1.1 du CCTP  
38700 La Tronche

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :  
Les prestations sont homogènes et ne permettent pas un allotissement du marché.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum annuel de 350 000 euros HT (1400 000 euros HT sur 4 ans) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Chaque année un bon de commande annuel est émis pour les prestations à prix forfaitaire.

Les prestations à prix unitaires (relevant du bordereau des prix unitaires) font l'objet de bon de commandes d'une durée maximale de trois mois.

Toute demande de prestation d'un APS par la Direction Logistique et Sécurité doit faire l'objet d'un devis portant la mention AR - accusé réception.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La DPGF et le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique de l'entreprise portant sur :
  - La structuration hiérarchique et organisationnelle (direction, encadrement, agents sur site et véhicule) ;
  - Les outils de suivi et contrôle des prestations au regard des besoins du pouvoir adjudicateur exprimés au cahier des charges (main courante, gestion de prise et fin de poste, nombre de rondes et pointeaux, transmission d'information en cas d'urgence) ;
  - Les modalités de formation et autocontrôles (réglementation, formations et recyclages des agents, transmission des infos au pouvoir adjudicateur) ;
  - La performance environnementale de l'offre ;

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité, dans le respect des exigences formulées aux articles 5.3 du CCAG-FCS et 2.2 du CCTP.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter du 13 avril 2026 ou de la date de notification du contrat, si celle-ci est postérieure.

La durée de la période initiale de 1 an débute à compter du démarrage de l'exécution des prestations payées à prix forfaitaires.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations relevant du bordereau des prix unitaires sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

De manière générale les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution, la fourniture des produits et consommables le cas échéant, l'achat ou la location de matériel, le coût des formations, la restaurations des agents, la main d'œuvre ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (010766739 (n) / 010766739 (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue et définitive au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010766739 « Services de sécurité privée ».

Modalités de transmission des révisions de prix : Le titulaire devra transmettre ses prix révisés à l'UGA aux adresses mails suivantes :

service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr

Dgdpat-finances-logistique@univ-grenoble-alpes.fr

Fabien.dal-bosco@univ-grenoble-alpes.fr

Cette transmission doit intervenir au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période.

Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

Toutefois, aucun devis ou facture ne doit être transmis avec les prix révisés tant que le pouvoir adjudicateur n'a pas accepté les nouveaux prix.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour la partie principale à prix forfaitaire, le montant à facturer chaque mois est le douzième du forfait annuel du prix porté à l'acte d'engagement.

Pour la partie à bons de commande, les factures sont réglées après service fait. Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur, dans les conditions visées à l'article 9.2 du présent cahier des clauses administratives particulières, toutes les factures des prestations réellement exécutées au cours du mois considéré et pour lesquelles le service fait a été constaté.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Prise en charge en début du marché

Le Titulaire déclare connaître parfaitement la constitution des locaux et la nature des équipements du site, il s'engage à exécuter les prestations en tenant compte des missions du pouvoir adjudicateur, de la fréquentation des locaux.

Le Titulaire reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et il déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux.

Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans et des divers documents contractuels.

### Remise de bons d'intervention

Après chaque intervention au titre de l'APS, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un bon d'intervention détaillant les actions ayant été réalisées dans le cadre de ladite intervention. Le cas échéant, les bons d'intervention permettent de constater le service fait et de payer le titulaire dans le respect des stipulations des articles 9.1 et 9.2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions définies à l'article 2.2 du CCTP.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### Formation du personnel :

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations dans les conditions définies à l'article 2.2 du CCTP.

Le Titulaire doit s'assurer que son personnel a les qualifications et maîtrise les connaissances nécessaires à l'exécution des prestations à exécuter. A ce titre, il est responsable de l'évaluation des connaissances de ses agents dont il tient l'UGA informé. De plus, sans préjudice aux stipulations de l'article 2.2 du CCTP précité, il doit former son personnel conformément aux obligations réglementaires spécifiques à leur profession et aux obligations figurant au CCTP. Il tient à cet égard, agent par agent, de façon mensuelle, un planning des formations indiquant les formations assurées, leur échéance, et leur date de

renouvellement obligatoire ou prévu. Ce planning est communiqué impérativement 3 jours ouvrés de l'UGA avant les réunions de suivi d'exécution visées à l'article 3.2. Les frais de déplacements engendrés par ces formations sont à charge du titulaire.

### Interlocuteurs

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à fournir les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone) d'un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « interface sécurité » et ce dans les conditions de l'article 2.2 du CCTP. L'interface sécurité est habilitée à répondre au nom de la société de surveillance et est garant de la qualité de la prestation sur le site.

### Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux, ou être de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne.

### Liste nominative du personnel

Le titulaire fournit à la personne publique lors de la réunion de cadrage (voir art 3.3 du CCTP) la liste nominative du personnel et la copie des diplômes à jour. La liste est tenue à jour et comporte obligatoirement les informations suivantes sur l'identité des employés du titulaire :

- Nom, prénom (le cas échéant le nom d'épouse) + qualification
- Dates et lieu de délivrance du permis de travail pour les étrangers.

### Agrément du personnel par le Pouvoir adjudicateur

Le personnel du titulaire amené à intervenir sur chaque site est présenté individuellement aux responsables de bâtiment (carte d'identité à l'appui) et ce, préalablement à tout début d'exécution. A partir de la date de présentation du personnel, le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder à des récusations motivées.

Passé ce délai, et sans décision des Responsables de bâtiments, dûment notifiée au titulaire, les personnels mentionnés sur la liste initiale communiquée à l'administration et présentés aux responsables de bâtiments, sont réputés avoir reçu son agrément.

En cas de récusation, le titulaire propose un remplacement immédiat qui est soumis à la même procédure d'agrément.

### Modification de la composition du personnel

Le titulaire tient informé les responsables de bâtiments, de toutes les modifications intervenant dans la composition du personnel qu'il emploie pour l'exécution de l'accord-cadre, pour chaque site concerné. Tout personnel nouveau devra être agréé dans les mêmes formes et dans les mêmes conditions de délais définies ci-dessus.

### Retrait d'agrément

Les responsables de bâtiments, peuvent à tout moment, retirer leur agrément à un membre du personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre, dès lors que sa situation se révélerait incompatible avec un emploi dans les locaux concernés.

Cette décision motivée est notifiée au titulaire qui procède à son remplacement dans les conditions définies précédemment.

### Contestation du retrait d'agrément

Les décisions de récusation ou de retrait ne peuvent, en aucun cas, justifier de la part du titulaire, une demande d'indemnité pour charge supplémentaire ou une diminution provisoire des prestations.

#### Visites médicales

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent affecté à l'exécution de prestations avant sa prise de fonction.

Le titulaire soumet son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire dans un registre spécial.

#### Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers de l'entreprise. L'usage des matériels et équipements contenus à l'intérieur des locaux lui sont interdits ; c'est notamment le cas des appareils de téléphone (sauf appel de secours d'urgence), télécopie, photocopieurs, ordinateurs ainsi que tous les consommables de bureaux tels que papier ...etc.

Le personnel du titulaire doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit, des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire en application de l'article 1384 du Code Civil.

#### Matériels confiés

L'UGA met la disposition du titulaire le matériel décrit à l'article 4.2 du CCTP. En conséquence, et sans préjudice aux stipulations de l'article précité, les stipulations de l'article 18 du CCAG-FCS s'appliquent.

#### Contrôle de l'autorisation d'exercer

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler à tout moment, pendant toute la durée du marché, la validité de l'agrément dirigeant et l'agrément établissement délivrés par le CNAPS et remis par le titulaire dans le cadre de son offre, ainsi que l'état de validité des diplômes SSIAP et TFP-APS des agents intervenants.

#### Implantation géographique :

Compte tenu des obligations de contrôle, de réactivité et de rapidité d'intervention qui s'imposent au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, il doit disposer d'une implantation physique située dans l'agglomération grenobloise.

Le titulaire qui n'aurait pas d'implantation dans l'agglomération grenobloise à la date de la notification du présent marché dispose d'un délai de 31 jours à compter de la notification pour rendre effective et opérationnelle l'existence de cette implantation. Tout défaut d'exécution dans le délai prévu de cette clause peut entraîner la résiliation du marché.

## **11 - Développement durable**

#### Clause écologique

Le Titulaire s'engage notamment, pendant toute la durée de l'Accord-Cadre, à respecter les dispositions décrites dans son offre.

Le Titulaire assure le suivi des actions issues de son offre, en matière écologique, et en informe l'UGA en lui communiquant un rapport annuel.

## Clause sociale

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'une des actions d'insertion sociale définie dans l'annexe accompagnant le présent cahier des clauses administratives particulières.

## **12 - Garantie des prestations**

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Le Titulaire garantit notamment à l'UGA que la prestation sera exécutée avec des personnels ayant les qualifications requises, aptes médicalement, capables de réagir à des situations d'urgence, maîtrisant les connaissances nécessaires à leur mission, à jour de leurs formations réglementaires et de celles demandées au CCTP, et respectueux de leur environnement de travail humain comme matériel.

## **13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG.FCS, les pénalités suivantes sont appliquées sans mise en demeure préalable :

En cas de retard d'un salarié par rapport aux horaires de travail indiqués pour sa prise de service, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par demi-heure de retard. A partir de 3 heures de retard, une pénalité forfaitaire de 500 euros peut être appliquée. Si le Pouvoir Adjudicateur constate plus de 5 journées d'absence sur une année, consécutives ou non, il se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAP, le montant total des pénalités ne peut excéder 30% du montant annuel des prestations commandées au titulaire.

### **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **14.3 - Pénalités diverses**

#### Réunions de cadrage et de suivi :

En cas d'absence injustifiée à la réunion de cadrage ou à une réunion de suivi prévue par le Pouvoir Adjudicateur, ce dernier se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 250 euros.

Pour les réunions de suivi, une pénalité forfaitaire de 50 euros par semaine de retard pourra être appliquée après mise en demeure restée infructueuse si le compte-rendu de la réunion n'est pas remis par le titulaire conformément aux dispositions prévues dans le C.C.T.P.

#### Port de l'uniforme :

Conformément aux dispositions du C.C.T.P, le salarié se doit de porter un uniforme siglé au nom de

l'entreprise. En cas de non-port de cet uniforme, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 25 euros dès le premier constat signalé par écrit par le Pouvoir Adjudicateur.

#### Transmission du planning :

En cas de retard dans la transmission du planning trimestriel, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard après mise en demeure restée infructueuse.

#### Transmission de la liste des personnels intervenants en zone à régime restrictif (ZRR)

En cas de retard dans la transmission des noms des agents devant intervenir en dans le bâtiment CRESI, lequel est classé ZRR, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard après mise en demeure restée infructueuse.

#### Transmission du rapport de ronde :

Au-delà de 3 rapports non-envoyés (consécutifs ou non) par le titulaire au Pouvoir Adjudicateur, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité après mise en demeure restée infructueuse d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par constat.

#### Transmission du rapport d'incident :

En cas d'incident, si le rapport n'est pas transmis par le titulaire au responsable du bâtiment concerné, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté après mise en demeure restée infructueuse.

#### Délai de transmission des informations relatives à la reprise de personnel :

En cas de non-respect du délai de transmission des informations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 300 euros par semaine de retard après mise en demeure restée infructueuse.

#### Disfonctionnement de la main courante :

En cas de plus de quatre dysfonctionnements constatés sur une année glissante de la main courante, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 125 € par nouveau dysfonctionnement constaté après mise en demeure restée infructueuse.

#### Mauvaise exécution des prestations :

En cas d'absence ou de non-respect des préconisations et spécificités d'exécutions des prestations décrites au CCTP ou d'un défaut flagrant d'application des compétences requises par le diplôme de SSIAPS et d'APS, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable non suivie d'effets, une pénalité de 200 euros par jours de retard jusqu'à constatation du respect des préconisations, spécificités ou compétences requises.

#### Absence de remise de bon d'intervention

En cas de non remise du bon d'intervention prévu à l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 300 euros par jour de retard.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de caducité de l'agrément dirigeant et/ou l'agrément établissement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché après mise en demeure de produire des agréments valides non suivie d'effet.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Reprise de personnel

En matière de gardiennage, l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 05 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, lié à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 fixe les « conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail en cas de changement de prestataire ». Dans les conditions définies par ces textes, l'entreprise « entrante » (nouveau prestataire) est tenue de reprendre les salariés de l'entreprise « sortante » (ancien titulaire) qui travaillent sur le site objet de l'accord-cadre, dans le but de garantir aux salariés affectés au site la poursuite du contrat de travail avec maintien des conditions de travail en cas de changement de prestataire sur cet accord-cadre. Au terme de l'accord-cadre et afin de procéder à la mise en oeuvre d'une nouvelle procédure de mise en concurrence et dans le but d'assurer l'égalité de traitement des candidats, l'Université est tenue de communiquer à l'ensemble des candidats les « informations nécessaires à l'établissement d'une offre

satisfaisante ».

Dans cette mesure, et afin de permettre au pouvoir adjudicateur de répondre à cette obligation, le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur sur simple demande de sa part, les « informations nécessaires à l'établissement d'une offre satisfaisante », dans un délai de 7 jour calendaire à compter de la réception de la demande. Le titulaire devra indiquer au minimum :

- Le coût masse salariale affecté à l'accord-cadre, hors cotisations patronales
- Le nombre de salariés affectés à l'accord-cadre
- La nature des contrats de ces salariés
- Leur expérience
- Leur ancienneté
- Leur qualification
- Les Avantages dont ces salariés disposent

D'autres informations nécessaires à l'établissement d'une offre satisfaisante pourront être demandées au titulaire. A défaut de remise de ces informations dans un délai de 7 jours calendaires, les pénalités prévues à l'article 14.3 du présent CCAP sont applicables.

## 19 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services